

Montreuil

à gauche

Journal d'opinion
des citoyens montreuillois
Numéro 7 • Avril 2010



Édito

Avec la victoire de la gauche dans la plupart des régions de France, le printemps est prometteur. C'est une victoire dans la diversité et l'unité, avec

l'espérance d'un projet mobilisant et rassemblant les Français pour l'avenir.

Le taux d'abstention lors de ces élections régionales témoigne de cette attente. Le quotidien des habitants est de plus en plus difficile, indigne d'une société développée où 800 000 personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Mais, le président de la République déclare maintenir le cap des réformes : cadeaux fiscaux aux plus aisés, réforme des collectivités territoriales visant à réduire le nombre de communes et de départements, suppression de la taxe professionnelle, remise en cause de l'âge légal de départ à la retraite et de la qualité de nos services publics, suppression d'un fonctionnaire sur deux.

Le gouvernement et sa majorité semblent être enfermés dans un cocon. Ils n'ont pas entendu le signal des Français alors que le mouvement social ne cesse de grandir dans le public comme dans le privé.

À Montreuil, la majorité municipale reste très éloignée des préoccupations des Montreuillois. Depuis quelques semaines, elle se divise faisant ainsi la preuve de l'insuffisance du projet politique sur lequel elle s'est fait élire. Ce genre de pratiques ajoute au malaise et à la défiance de nos concitoyens à l'égard d'une partie de la classe politique.

Avec le Comité des Citoyens Montreuillois, nous vous invitons à la réflexion, à l'action, pour participer à la construction d'une autre offre politique, d'un autre projet pour Montreuil.

FAROUK AMRI

Membre du bureau du CCM

Informations pratiques

Pour nous contacter :
Groupe Gauche Unie et Citoyenne
45, rue du Capitaine Dreyfus,
93100 Montreuil

Tél > 01 49 88 72 40
Fax > 01 48 59 26 52

www.montreuilagauche.org

Les impôts augmentent, la qualité des services à la population diminue

Dominique VOYNET et sa majorité viennent d'augmenter de 8 à 12 % les impôts et cherchent par tous les moyens à le justifier alors que la qualité des services rendus à la population se détériore comme en atteste, par exemple, l'état de saleté dans la ville.



La fermeture du centre de santé Voltaire, la suppression de la mammographie, constituent-elles des mesures efficaces en matière de prise en charge des besoins sociaux et sanitaires ? L'augmentation des loyers dans le parc de logements HLM participe-t-elle à une juste répartition de l'effort contributif ? L'augmentation des tarifs du cinéma pour les scolaires (+ 31 %) puis pour les adultes (18 %) ou encore l'instauration d'un parc à jeu payant pour les enfants, fut-il dans les arbres, est-ce cela une redistribution juste en faveur de ceux qui en ont le plus besoin ?

La réduction des aides aux projets pédagogiques dans les écoles et collèges qui permettent pourtant de réduire les inégalités socioculturelles chez nos enfants. Est-ce cela une politique publique de solidarité et de justice sociale ?

Nous ne pouvons qu'exprimer notre désaccord avec cette hausse des impôts alors que le budget 2010 reste stable par rapport à 2009 et que les recettes issues de la taxe professionnelle seront intégralement compensées.

Si les conseils régionaux et généraux ont augmenté les impôts c'est pour faire face aux nombreux transferts de charges de l'état, vers ces collectivités (par exemple le RSA pour le Conseil général). Sommes-nous dans le même cas de figure à Montreuil ? Bien évidemment non ! Parallèlement, l'argument de la dette ou de l'emprunt ne tient pas. A quel moment demande-t-on un prêt à sa banque ? Lorsque l'on souhaite investir dans des équipements lourds. Or, à l'exception de 600 000 euros d'études pour la réalisation d'un stade nautique extérieur aucun équipement n'est prévu au budget 2010.

Dernier argument, celui de l'état des édifices publics. Nous ne nierons pas la réalité du vieillissement du patrimoine municipal. Mais ne faisons pas de l'exception une généralité. Un préau d'école vétuste, une cantine à mettre aux normes, ou la nécessité de changer les toilettes d'une école construite il y a vingt ans ne font pas pour autant de Montreuil un quartier abandonné du fin fond de Brooklyn. Dominique VOYNET et son équipe connaissaient l'état réel du patrimoine avant d'être élus, lorsqu'ils s'engageaient à ne pas augmenter les impôts.

La qualité du service rendu à la population se dégrade. Aucune construction d'équipements publics n'est programmée pour 2010. Les dépenses de fonctionnement indispensables à la bonne marche de l'administration communale sont en berne, entraînant une dégradation progressive du service public et de la qualité des conditions de travail des agents communaux. Pour toutes ces raisons les élus du groupe Gauche Unie et Citoyenne ont voté contre le budget 2010 et contre cette augmentation des impôts.

GAYLORD LE CHEQUER
Président du groupe des élus Gauche Unie et Citoyenne
Secrétaire général du CCM

Gauche
unie
et citoyenne

CCM
Comité des Citoyens
Montreuillois

Verts... solitaires

Avec la défection de 10 élus de la majorité qui ne veulent pas porter le chapeau des décisions et actions de Dominique VOYNET (pourtant intégralement votées depuis 2 ans), les Verts mesurent leur isolement. Isolement qui persiste quand vient la séance du Conseil municipal du 25 Mars où les mêmes élus dissidents annoncent leur décision de rejoindre les bancs de l'opposition.

Décidément nos Verts deviennent bien pâles et solitaires ! Solitaires dans l'équipe en place, solitaires parmi la population comme en atteste leur dégringolade lors des dernières élections régionales où ils perdaient encore 1500 voix...!

La majorité s'effrite et le tournesol montreuillois se fane! Si personne n'est dupe des petites cuisines sur fond de stratégies politiciennes en vue des sièges à pouvoir en 2012 et en 2014, il faut tout de même avouer qu'au vu de la situation le communiqué des Verts du 20 Février appelant à l'union des forces de gauche ne manque pas de sel.

Pour l'Histoire...

Dans le hors série de propagande municipale intitulé « 1 an déjà », paru en mars 2009, sous le titre frondeur « Le travail de fond vaut mieux que tous les discours du monde », l'aréopage gouvernant Montreuil affirmait : « 22 mars 2008....Un an plus tard, l'équipe est là : solide, soudée, plus expérimentée mais aussi enthousiaste qu'au premier soir ». Y'a des moments où le sourire vient facilement aux lèvres !

POUR SOUTENIR LA PUBLICATION DE CE JOURNAL, VOUS POUVEZ NOUS ADRESSER VOS DONTS. PAR CHÈQUE, À L'ORDRE DE

“association de financement du CCM”, CCM, 45, rue du Capitaine Dreyfus, 93 100 Montreuil

Contactez “Montreuil à gauche” montreuil-agauche@orange.fr

Mise en œuvre de la MOUS ROM

GAYLORD LE CHEQUER > **Président du groupe Gauche Unie et Citoyenne**
ALEXIE LORCA > **Présidente du groupe socialiste**
JULIETTE PRADOS > **Conseillère municipale Parti de Gauche**
JEAN-JACQUES SEREY > **Conseiller municipal communiste**
 saisissent le Préfet

Au lendemain du dramatique incendie survenu en juillet 2008 dans un squat de la ville occupé par une petite centaine de personnes roms, la municipalité de Montreuil a décidé d'engager un projet complexe, celui de l'insertion sociale, professionnelle et du relogement pour les familles roms installées de longue date à Montreuil.

Une ambition légitime à laquelle nous continuons d'adhérer et qui rompt avec des pratiques et discours d'exclusion, de rejet qui sont contraires aux valeurs de solidarité qui doivent prévaloir face à la détresse et à l'exploitation humaine dont sont souvent victimes les populations concernées.

A Montreuil, la question qui est posée n'est pas de savoir si ces orientations politiques sont bonnes ou pas, mais bien si la conduite et la gestion de la situation depuis juillet 2008 est à la hauteur des enjeux et si elles ont été efficaces ou non. C'est bien parce que nous avons de sérieuses réserves sur ce point que nous avons pris la décision de saisir le préfet pour demander, conformément à l'article 11 de la MOUS, une évaluation permettant d'apprécier le degré de réussite des actions d'accompagnement engagées par la municipalité.

Nous sommes particulièrement inquiets des déclarations de Dominique Voinet reconnaissant avoir engagé plus d'un million d'euros pour des solutions qui restent, à ce jour, du domaine du précaire et du provisoire pour les familles concernées.

En moins d'un an, l'équipe de madame VOYNET a explosé le budget, elle se trouve incapable de gérer et de faire face à l'afflux d'un millier de personnes supplémentaires légitimement attirées par un projet d'insertion auquel il manque l'indispensable solidarité qui devrait prévaloir notamment à l'échelle régionale. La ville se trouve ainsi incapable de maîtriser la situation et n'est plus en mesure d'offrir les conditions de vie attendues par les bénéficiaires de la MOUS.

Seule une évaluation sérieuse permettra de vérifier la clarté et le niveau d'atteinte des objectifs, l'adéquation des ressources affectées aux résultats obtenus et l'appréciation

des résultats par les familles et les partenaires. Cette demande intervient un an après la signature de la MOUS entre la ville et le Préfet. Elle nous paraît de ce fait d'autant plus justifiée.

Enfin, nous condamnons sans ambiguïté et avec la plus grande fermeté tous propos stigmatisant et flirtant avec les thèses populistes susceptibles d'exacerber les tensions, les préjugés et la haine de l'autre. Mais nous alertons une nouvelle fois la municipalité sur le fait que la solidarité ne se décrète pas, qu'elle ne s'impose pas mais qu'elle doit se construire dans la durée en favorisant l'écoute, le dialogue et la concertation avec les habitants.

Au moment où nous publions cet article, une réponse vient de nous parvenir de la préfecture. Nous y reviendrons dans le prochain numéro



Projet Les Hauts de Montreuil : La fracture pharaonique

Le 23 Mars, les habitants de la ville étaient conviés en mairie à une réunion de présentation du futur Eco-Quartier appelé : « Les Hauts de Montreuil ». 6^{ème} dossier du genre en Seine St Denis, mais bigre, d'une telle dimension qu'il a été jugé de « pharaonique » par certains participants à la soirée.

200 hectares sont concernés, durée des travaux : 15 à 20 ans, coût évalué à 2 milliards d'euros, une piscine de plein air sur 3 hectares, 3000 logements construits, bref le plus grand Eco-Quartier d'Europe d'après les dires de la Sénatrice-Maire.



Et sans rougir, au nom de la réduction de la fracture entre le haut et le bas Montreuil, l'ancienne ministre de l'environnement qui en 2001 avait fait classer 8 hectares dans les murs à pêches et son acolyte monsieur Petitjean, élu durant 3 mandats et pourfendeur de la densification dans les dits murs, prétendent que l'avenir de la cité passe par la concrétisation des 4 ZAC (zones d'aménagement concertées) prévues dans leur projet.

Quand on pense que la restructuration du centre ville défini par l'ancienne municipalité chiffrée à 45 millions d'euros était taxée de « mégalomane » par les nouveaux venus, comment doit-on qualifier le dossier des « Hauts de Montreuil »?

Gageons que la concertation promise avec l'« assistance à maîtrise d'usage » apportera raison, sens des priorités et un peu d'humilité à nos édiles enflammés !

Quand on pense que la restructuration du centre ville défini par l'ancienne municipalité [...] était taxée de « mégalomane » par les nouveaux venus, comment doit-on qualifier le dossier des « Hauts de Montreuil »?

Non aux crèches « low-cost » !

A Montreuil, comme dans de nombreuses villes de France, la quasi-totalité des établissements d'accueil de la petite enfance ont fermé leurs portes le 11 mars puis le 8 avril dernier. En agissant ainsi, les professionnels de la petite enfance ont voulu manifester leur engagement en faveur de la campagne nationale « Pas de bébés à la consigne ».

Pour bon nombre de parents, la réaction première à l'annonce d'une journée de grève est celle de l'agacement à l'idée de devoir trouver une solution de garde alternative. Et pourtant... Et pourtant ce qui est en cause, c'est le projet de décret du gouvernement relatif aux modes d'accueil collectif. S'il était effectivement publié, il accentuerait davantage encore les régressions en cours pour la qualité d'accueil des jeunes enfants et les conditions de travail des professionnels. Très concrètement, la droite entend, avec ce projet de décret, confier plus d'enfants à des équipes moins qualifiées et moins nombreuses en autorisant par exemple un établissement de 60 places à accueillir jusqu'à 72 enfants avec un effectif d'encadrement inchangé ou encore en abaissant de 50 à 40 % la proportion des professionnels les plus qualifiés auprès des enfants. Dans la pratique, c'est moins de disponibilité et d'attention, plus d'insécurité matérielle et affective pour chaque enfant, plus de stress pour les professionnels et donc pour nos enfants.

Enfin, le gouvernement entend inclure les modes d'accueil de la petite enfance dans le champ de la directive « Services » (ex-Bolkestein) qui

découle directement du traité constitutionnel sur l'Europe. A terme les modes d'accueil seront mis en concurrence au profit du secteur marchand et les subventions publiques aux établissements risquent d'être supprimées. Voilà, très concrètement, comment se déclinent dans la vie quotidienne de nos familles et de nos enfants ces politiques libérales qui ont bénéficié de complicités à gauche.

Si rien ne change, au nom du libre échange et de la concurrence dite « loyale », nous verrons pousser des crèches "low cost" à but lucratif. Le terrain est déjà préparé pour désarticuler complètement les réglementations en vigueur notamment pas le biais des "maisons d'assistantes maternelles". Il faut mettre un coup d'arrêt à cette logique or, à ce jour peu de municipalités manifestent contre ce projet. Voilà pourquoi, à Montreuil, nous ne cautionnons pas la logique exprimée par Dominique VOYNET du « moins d'agents, mieux payés et des cadres plus professionnels pour un meilleur rapport qualité-prix » qui s'inspire des mêmes ferments idéologiques. Voilà pourquoi, nous appelons la municipalité à faire entendre sa voix contre ce projet de décret gouvernemental aux conséquences désastreuses pour nos enfants. Notre soutien aux personnels grévistes est essentiel. Ils se battent pour une politique publique ambitieuse pour la petite enfance. Une politique publique garantissant l'accès pour nos enfants à un mode d'accueil de qualité, sans barrière financière.

Vous aussi, vous pouvez manifester votre soutien et votre solidarité en signant la pétition : www.pasdebebesalaconsigne.com

En bref

Mise en place du système Véli-Vélo, oui... mais

Nous ne doutons pas que le dispositif Véli-Vélo trouvera son public et répondra à un besoin - ce qui en fait un projet intéressant, mais il ne concernera certainement pas les plus modestes d'entre-nous, déjà exclus du dispositif Vélib'.

Le dispositif imaginé par Dominique VOYNET et son adjointe aux transports, pour la location d'un vélo électrique de longue durée, coûtera 120 euros par an minimum auxquels s'ajoutent 150 euros de caution, alors qu'un abonnement d'un an à Vélib' ne coûte que 29 euros. Le fossé est conséquent.

Pour ce qui nous concerne, nous continuons de demander que soit inscrite - dans le cadre de l'intercommunalité - la question de l'extension d'un système de vélos en libre-service. C'est le sens de l'amendement que nous avons proposé en conseil municipal en mars 2009, avec Juliette PRADOS, élue du Parti de Gauche.

Toujours pas de démenti...

« Il faut moins de fonctionnaires, mieux payés, mieux considérés et moins précarisés », tels étaient les propos de Nicolas SARKOZY le 25 janvier dernier sur les plateaux de TF1.

« Il faut moins d'agents, mieux payés et des cadres plus professionnels pour un meilleur rapport qualité-prix » tels sont les propos de Dominique VOYNET publiés dans un long dossier consacré au « système Voynet » dans l'hebdomadaire l'Express de février. Une ambition de s'attaquer à réduire les effectifs et la masse salariale par ailleurs confirmée par l'ancien directeur général des services de la ville qui regrette de ne pas avoir été celui qui aura mis en œuvre cette mesure.

Ces déclarations viennent ajouter de l'huile sur le feu d'une situation déjà tendue avec le personnel communal. Un service public communal de qualité a besoin d'un climat de confiance et de respect de la municipalité envers ses agents. Le positionnement de la municipalité actuelle est loin de cette exigence.

L'association des anciens combattants victime de coupes budgétaires...

Le Foyer montreuillois des Anciens Combattants et Victimes de Guerres, par l'intermédiaire de son Président, sortait de sa réserve pour dénoncer les conséquences de deux baisses drastiques de subventions intervenues en 2009 puis en 2010. Après avoir été contrainte de licencier le permanent de l'association, le foyer vient de se déclarer en cessation de paiements auprès du Tribunal de Grande Instance de Bobigny. Une situation extrême dont la municipalité porte l'entière responsabilité.

Loin d'être anodine, cette situation est le reflet de la vision politique de cette majorité qui, depuis le début du mandat, supprime les commémorations patriotiques du planning des manifestations municipales et annule toute aide logistique aux cérémonies du souvenir organisées par les associations d'anciens combattants.

En agissant de la sorte, Dominique VOYNET et toute son équipe, se rendent coupables de vouloir faire taire la parole de ceux qui œuvrent pour la paix en témoignant de leurs histoires, de leur martyr et de leurs souffrances. Un acte détestable qui vise à faire taire la parole de ceux - victimes, témoins ou acteurs engagés de la résistance pendant cette période funeste - qui consacrent leur temps à perpétuer le souvenir et à informer inlassablement les élèves des collèges et lycées de la barbarie de la guerre et du nazisme. Les récentes élections régionales nous ont, une nouvelle fois, fait la démonstration que les racines du mal, le racisme, la xénophobie et la haine sont toujours là et se nourrissent de l'ignorance. Prendre la responsabilité de faire taire les associations de victimes de guerres c'est se faire complice.

Un acte détestable qui vise à faire taire la parole de ceux - victimes, témoins ou acteurs engagés de la résistance pendant cette période funeste - qui consacrent leur temps à perpétuer le souvenir

La Chine tente de bloquer l'accès des Chinois à Google... Dominique Voynet donne ordre de bloquer les serveurs de la ville pour censurer l'accès aux listes d'information du site internet www.montreuilagauche.org

```
This is an automatically generated Delivery Status Notification.
Delivery to the following recipients failed permanently:
* [redacted]@mairie-montreuil93.fr
* [redacted]@mairie-montreuil93.fr
* [redacted]@mairie-montreuil93.fr
* [redacted]@mairie-montreuil93.fr
* [redacted]@mairie-montreuil93.fr
* [redacted]@mairie-montreuil93.fr
* [redacted]@mairie-montreuil93.fr

Reporting-MTA: dns; bizpsie2.9services.com
Received-From-MTA: dns; smtp20.orange.fr
Arrival-Date: Tue, 23 Mar 2010 11:32:56 +0100

Final-recipient: [redacted]@mairie-montreuil93.fr
Action: failed
Status: 5.1.1

Diagnostic-Code: smtp; <montreuil-agauche@orange.fr>; Sender address
rejected: Access denied
```

Voici le message d'erreur qui s'affiche depuis plusieurs semaines pour toute personne raccordée aux serveurs de la ville et qui avait fait la démarche de s'inscrire sur les listes de diffusion de notre site internet (parmi lesquels d'éminents membres de la majorité municipale ou du cabinet de la maire). Après avoir interdit l'accès des Montreuillois au premier étage de l'hôtel de ville, après la tentative de museler la parole au sein des conseils de quartiers, la maire et son entourage mettent les serveurs de la ville sous contrôle pour interdire l'accès à des informations jugées trop subversives.